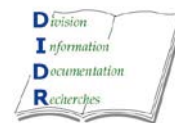


BOLIVIE



12 décembre 2017



La situation des minorités sexuelles et de genre

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le cadre juridique	3
1.1. Protection contre les discriminations et dispositions législatives.....	3
1.2. Le mariage et l'adoption.....	4
2. La situation sociale	4
2.1. Perception par la société	4
2.2. Existence de discriminations	5
3. Les associations	6
4. L'attitude des autorités	7
5. L'attitude des institutions religieuses	7
Bibliographie	9

Résumé : Les minorités sexuelles et de genre bénéficient d'une protection légale contre les discriminations, et ont le soutien actif du Défenseur du peuple. Néanmoins, des discriminations, agressions et assassinats visent des membres de la communauté LGBT. Les personnes transsexuelles ou transgenres peuvent faire enregistrer leur changement de sexe par l'administration mais ne peuvent se marier. Les associations de défense de la cause des minorités sexuelles et de genre sont nombreuses.

Abstract: Sexual and gender minorities are legally protected against discriminations and are actively supported by the Defender of People. Nevertheless, cases of discrimination, assault and murder against members of the LGBT community are reported. The transsexual and transgender people can register officially their change of sex but cannot be married. The LGBTI associations are many.

Nota :

La traduction des sources en langue anglaise et espagnole est assurée par la DIDR.

Les termes qualifiant les minorités sexuelles et de genre dans cette note sont ceux utilisés dans chacun des documents correspondants référencés en notes de bas de page, à savoir, les personnes LGBT (personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transsexuelles/transgenres). Il convient de préciser que, pour le cas de la Bolivie, l'acronyme TGLB tend à se substituer à l'acronyme LGBT, tout en se référant aux mêmes mots.

1. Le cadre juridique

1.1. Protection contre les discriminations et dispositions législatives

La Bolivie a voté en faveur de la résolution des Nations unies du 30 juin 2016 pour la protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre¹.

La discrimination basée sur des motifs d'orientation sexuelle et d'identité de genre est interdite et sanctionnée par l'article 14 (II) de la Constitution : « L'Etat interdit et sanctionne toute forme de discrimination fondée sur le sexe, la couleur, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, [...] »². La Constitution bolivienne est la cinquième à l'échelle du monde à avoir introduit une clause interdisant la discrimination en raison de l'orientation sexuelle.³

L'article 281 (« sexties ») du Code pénal prévoit des **sanctions pénales pour ce type de discrimination** : « I. La personne qui, arbitrairement et illégalement, obstrue, restreint, porte atteinte, empêche ou annule l'exercice des droits individuels et collectifs pour des motifs fondés sur le sexe, l'âge, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, [...], l'apparence physique et vestimentaire, sera sanctionnée par une peine privative de liberté d'un à cinq ans. II. La sanction sera aggravée d'au minimum un tiers et d'au maximum la moitié si : a) le fait est commis à l'encontre d'une agente ou d'un agent public ou d'une autorité publique, b) le fait est commis à l'encontre d'un particulier à l'occasion de la réalisation d'un service public, c) le fait est commis avec violence. ⁴ »

La loi sur l'identité de genre (article 6) **du 21 mai 2016** dispose que : « Les personnes transsexuelles et transgenres ont droit à la protection contre toute forme de discrimination, de manière effective et opportune de la part de l'administration ou de la justice, impliquant une réparation ou une satisfaction juste et adéquate pour tout dommage subi comme conséquence d'un acte de discrimination.⁵ »

David Tezanos Pinto, le « Défenseur du peuple »⁶ (Defensor del Pueblo), a organisé un atelier appelé « Construyendo la Tipificación de Crímenes de Odio », le 27 juillet 2016, avec l'intention d'amender le Code pénal pour y introduire le crime de haine, sanctionné d'une peine de 30 années d'emprisonnement pour notamment un crime aggravé par une motivation haineuse à l'encontre de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre de la victime.⁷ Cette réforme du Code pénal n'a pas encore été engagée.⁸

Depuis 1997, l'article 16 du décret suprême n°24547 interdit aux personnes homosexuelles et bisexuelles de faire des dons du sang⁹. David Tezanos Pinto, le Défenseur du peuple, a demandé au gouvernement, en juin 2016, de modifier ce décret, estimant qu'il était anticonstitutionnel en raison de son caractère discriminatoire¹⁰.

¹ Nations unies, 15/07/2016.

² Bolivie, « Constitución política del Estado plurinacional de Bolivia », 07/02/2009.

³ *Página Siete*, 22/05/2017.

⁴ Bolivie, ministère de la Justice, « Código Penal y Código de Procedimiento Penal », 06/2010.

⁵ Bolivie, « Ley de identidad de género », 21/05/2016.

⁶ Le Défenseur du peuple est l'institution étatique chargée de la défense, la validité et la promotion des droits humains, en particulier pour les populations en situation de vulnérabilité.

⁷ CORZ Carlos, *La Razón*, 27/07/2016; *Erbol Digital*, 27/07/2016.

⁸ *Página Siete*, 22/05/2017; FERREL SOLAR Maria José, *Cosecha Roja*, 22/03/2017.

⁹ Bolivie, « Decreto supremo n° 24547 », 1997.

¹⁰ *La Razón*, 29/06/2016.

1.2. Le mariage et l'adoption

L'article 63 de la Constitution limite le mariage et les unions libres aux couples de sexe différent¹¹.

Ayant pris effet le 1^{er} août 2016, la loi sur l'identité de genre permet aux individus âgés de plus de 18 ans de changer de nom, de genre et de photographie sur leurs documents légaux. Le processus est confidentiel, réversible une seule fois, et ne requiert pas d'avoir subi une opération chirurgicale¹².

Le 30 décembre 2016, l'administration bolivienne a enregistré la première union entre un transsexuel ayant changé administrativement son identité d'homme en femme et son compagnon. Cette union maritale consistait donc administrativement en l'union d'un homme et d'une femme¹³. Le 27 juin 2017, **le Tribunal suprême électoral a entériné les mariages de transsexuels et transgenres** dans cette configuration par l'instruction 15/2017.¹⁴ Néanmoins, **Le 9 novembre 2017**, suite à une demande d'inconstitutionnalité déposée par des députés du Parti démocrate-chrétien, **la sentence constitutionnelle 0076/2017 du Tribunal constitutionnel plurinational a établi que le paragraphe II de l'article 11 de la loi sur l'identité de genre était inconstitutionnel**. Dès lors, bien que la Constitution permette toujours de changer officiellement d'identité de genre, elle ne reconnaît plus le droit au mariage et à l'adoption pour les personnes transsexuelles¹⁵.

L'article 84 de la Loi n° 543 – Código Niña, Niño y Adolescente autorise l'adoption d'un enfant par une personne seule, sans préciser l'orientation sexuelle de celle-ci. En revanche, la demande d'adoption conjointe ne peut être faite que par un couple marié ou en union libre, qui, aux termes de la Constitution, doit être formé par une femme et un homme¹⁶.

2. La situation sociale

2.1. Perception par la société

Une enquête menée par le Pew Research Center en 2013 indique que 43% des Boliviens interrogés étaient d'accord avec l'assertion « L'homosexualité doit être acceptée dans la société », alors qu'une majorité relative de 49% était en désaccord. Ce sondage a été réalisé en espagnol en mars et avril 2013, par des entretiens directs auprès d'un échantillon de 800 personnes âgées de plus de 18 ans, ventilé par département (à l'exception des zones d'habitat rural dispersé) et zones urbaines¹⁷.

En octobre 2016, une étude menée par l'International lesbian, gay, bisexual, trans and intersex association (ILGA) a révélé que 43% des personnes boliviennes interrogées ont répondu par l'affirmative à la question « Connaissez-vous personnellement quelqu'un qui se sent attiré par des personnes du même sexe ou qui s'identifie en tant que gay, lesbienne ou bisexuelle ? » contre 17% de non. Le même sondage a révélé que 29% des personnes interrogées connaissaient à titre personnel une personne s'identifiant comme

¹¹ Bolivie, "Constitución política del Estado plurinacional de Bolivia", 07/02/2009.

¹² Bolivie, "Ley de identidad de género", 21/05/2016.

¹³ *Telesur*, 02/04/2017; *HANNOVER Carla*, 09/07/2017.

¹⁴ CHIPANA MAMANI Willy, *Cambio*, 28/06/2017.

¹⁵ *La Razón*, "TCP declara inconstitucional el matrimonio entre trans", 10/11/2017.

¹⁶ Bolivie, "Código Niño, Niña y Adolescente", 17/07/2014.

¹⁷ *Pew Research Center*, 04/06/2013.

transgenre. Ce sondage a été réalisé en décembre 2015 et janvier 2016 auprès d'un échantillon de 700 personnes sélectionnées par la méthode Random Domain Intercept Technology (RDIT, <https://riwi.com/how-rdit-works/>)¹⁸.

La situation des minorités sexuelles est notamment conditionnée par leur situation géographique. En effet, les personnes LGBT vivant dans des centres urbains, notamment dans la capitale La Paz, bénéficient d'une tolérance accrue de la part du reste de la population. Ainsi, la capitale ainsi que d'autres villes accueillent une Gay Pride depuis 2001, la première s'étant tenue à Santa Cruz, malgré des réticences initiales de la part des autorités et de responsables religieux chrétiens¹⁹. La Gay Pride est notamment animée par « La Familia Galán », une troupe de drag queens créée en 2001 pour remettre en cause le principe de famille nucléaire traditionnelle²⁰.

2.2. Existence de discriminations

Selon le rapport du Département d'Etat américain sur les pratiques en matière de droits humains en Bolivie durant l'année 2016, bien que la législation interdise la discrimination basée sur l'orientation sexuelle et d'identité de genre, les personnes LGBTI rencontrent des discriminations sur leur lieu de travail, à l'école ou en cherchant à accéder à des services gouvernementaux, notamment dans le domaine de la santé. Cependant, ce rapport ne donne aucun exemple concret concernant ces discriminations, mais mentionne l'assassinat de trois femmes transgenres en mars 2016 sans en préciser le contexte et les circonstances²¹.

Des cas de discrimination envers les minorités sexuelles ont été signalés par des ONG. Le 8 avril 2016 (avant l'entrée en vigueur de la loi sur l'identité de genre du 16 mai 2016), Rayza Torreani, membre de l'association « trans » bolivienne Red Trebol, a indiqué, au cours d'une audition de la Commission interaméricaine des droits humains, que 65% des personnes LGBT ont souffert de discriminations au cours de leur scolarité et que 73% des personnes transsexuelles ou transgenres ont été discriminées en cherchant à changer légalement leurs noms (la méthodologie de ce sondage n'a pas été rendue publique)²². Elle a également relevé que Luisa Durán, une personne transsexuelle, a été battue à mort en raison de son orientation sexuelle et qu'un groupe de femmes transsexuelles avaient été battues par quatre chauffeurs de taxi en 2012²³²⁴. Virginia Huanca, une personne lesbienne, a également été assassinée dans la ville d'El Alto, pour des raisons similaires²⁵. L'association ILGA a relevé que 55 personnes auraient été assassinées en raison de leur orientation sexuelle entre 2005 et 2015, une majorité des cas étant demeurée impunie²⁶. La fondation Igualdad LGBT relève que six personnes appartenant à la communauté LGBT ont été assassinées entre janvier et mai 2016²⁷.

Les cas de discriminations impunis sont corroborés par les déclarations de Griselda Sillerico, déléguée adjointe au sein des Programmes et interventions spéciales du Défenseur du Peuple, qui a recensé une dizaine de cas d'agressions ainsi qu'une tentative d'attentat à la bombe au cours de la Gay Pride bolivienne de 2012²⁸. A cet égard, en 2001, une explosion avait eu lieu au cours de la Gay Pride à La Paz, faisant six blessés et

¹⁸ ILGA, octobre 2016.

¹⁹ *British Broadcasting Company* (BBC), "In pictures : Bolivia gay pride", consulté le 05/10/2017.

²⁰ Ibid.

²¹ US Department of State, 2016.

²² BUTOI VARGA Stefania, Human rights brief, 10/04/2016.

²³ *La Razón*, "Colectivo TLGB pide resolver asesinato de transexual", 25/10/2012.

²⁴ Ibid.

²⁵ *La Razón*, "Denuncian impunidad en casos contra miembros de grupo TLGB", 13/05/2013.

²⁶ ILGA, "Bolivia: en diez años hubo 55 asesinatos de LGBTI", 2015.

²⁷ *El deber*, "Colectivo LGBT demanda más acciones que leyes contra la homofobia", 14/05/2016.

²⁸ *La Razón*, "Denuncian impunidad en casos contra miembros de grupo TLGB", 13/05/2013.

un mort, mais dont l'origine était plutôt liée à une diversion mise en place un par une bande de voleurs de banque²⁹. Par ailleurs, quatre conducteurs de taxi ont été remis en liberté après avoir battu trois personnes transsexuelles et conclu un accord de compromis avec ces dernières³⁰. En 2017, le bureau du Défenseur du peuple a indiqué que 64 personnes appartenant à la communauté LGBT avaient été assassinées depuis dix ans et que parmi les cas ayant déclenché une enquête, 14 étaient demeurés impunis³¹. Le 4 décembre 2017, le Tribunal numéro 12 de Santa Cruz a condamné à 30 ans de prison l'assassin d'une jeune transsexuelle, Dayania Kenia Zárate. Il s'agit du premier jugement en Bolivie condamnant l'auteur d'un meurtre d'une personne transsexuelle³².

Il convient de préciser qu'il ne ressort pas des informations recueillies parmi les sources consultées par la DIDR en espagnol et en anglais que ces cas de discriminations, d'agressions et de meurtres sont le fait de campagnes homophobes menées par des groupes structurés souhaitant porter préjudice à la communauté LGBT.

3. Les associations

De nombreuses associations défendant les droits des minorités sexuelles existent en Bolivie. La fondation **Igualdad LGBT** est une des principales associations, œuvrant de concert avec la Coalición Boliviana de organizaciones LGBT (**COALIBOL**), la fondation espagnole Trángulo et Hivos unlimited, bien que cette dernière association ne se destine pas uniquement à la défense des droits des minorités sexuelles³³. Il existe également une association dédiée à la défense des droits des personnes transsexuelles, la **Trans Red Bolivia (TREBOL)**³⁴. Ces associations se montrent particulièrement actives comme l'atteste la présentation d'un projet de loi intitulé « Unión legal igualitaria » par la COALIBOL en 2011 devant la Chambre des députés³⁵. Ce projet de loi ayant pour but d'autoriser l'union civile entre personnes du même sexe, deux autres projets de loi partageant cet objectif ont également été déposés respectivement en 2012³⁶ et 2013³⁷. D'autres associations sont également actives sur le territoire bolivien : Red LB, Adesproc Libertad, Red de mujeres lesbianas y bisexuales, Manodiversa³⁸. Divers guides recensant les différentes associations LGBT sont disponibles librement sur internet³⁹. Ils recensent également les bars, discothèques, hôtels et services de rencontres dédiés aux personnes LGBT⁴⁰.

Les associations se sont activement mobilisées suite à la sentence constitutionnelle du Tribunal constitutionnel invalidant le mariage et l'adoption pour les personnes transsexuelles. Ainsi, une vingtaine de membres d'entre elles ont entamé une grève de la faim pour protester contre cette décision de justice⁴¹.

²⁹ *La Nación*, "Bolivia: un muerto y seis heridos al estallar un coche bomba", 21/12/2001.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *La Conexión USA*, "Denuncian en Bolivia 64 asesinatos de miembros del colectivo TLGB sin condena", 17/05/2017.

³² *Cristianos Gay*, "Se produce la primera condena en Bolivia por el asesinato de una persona transexual", 04/12/2017.

³³ *Site web de la fondation Igualdad LGBT*, consulté le 05/10/2017.

³⁴ Trans Red Bolivia (TREBOL), Site officiel.

³⁵ *Hoy Bolivia*, 09/04/2012.

³⁶ *Fundación Reflejos de Venezuela*, 24/08/2012.

³⁷ *Página Siete*, 01/10/2013.

³⁸ *Red iberoamericana de educación LGBTI*, "Datos sobre acoso escolar por homofobia y transfobia en Bolivia", consulté le 28/11/2017.

³⁹ *Guía Gay Bolivia*, "Grupos LGBTI Bolivianos", consulté le 05/10/2017.

⁴⁰ *Guía Gay Bolivia*, "Los mejores lugares y servicios", consulté le 05/10/2017.

⁴¹ *El espectador*, "Huelga de hambre en Bolivia por prohibición del matrimonio a trans", 15/11/2017

4. L'attitude des autorités

David Tezanos Pinto, le **Défenseur du peuple**, a soutenu un projet de loi autorisant les unions civiles entre personnes du même sexe. Ce projet devrait être examiné par l'Assemblée législative plurinationale dans le courant de l'année 2017⁴². Il s'est entouré de personnes sensibles aux problèmes des personnes LGBTI. Son adjointe, nommée en juin 2016, Tamara Núñez del Prado a initié un changement administratif de sexe en avril 2017⁴³, puis a démissionné de son poste pour des raisons personnelles en août 2017.⁴⁴ Par ailleurs, en octobre 2016, Laura Libertad Alvarez, une activiste transsexuelle, avait également rejoint l'équipe de David Tezanos Pinto en tant que responsable de l'éducation et de la diffusion de l'information sur les droits des populations en situation de vulnérabilité. De 2014 à 2016, elle était présidente du collectif TLGB-Bolivia et est membre de l'Organización de Travestis, Transexuales y Transgéneros Femeninas (OTRAF-Bolivia)⁴⁵.

Par ailleurs, certains responsables politiques se sont prononcés publiquement contre l'homosexualité ou ont tenu des déclarations considérées comme homophobes. Ainsi, Evo Morales, ancien président de la Bolivie, a indiqué en avril 2010 que l'homosexualité pouvait être imputée à la consommation de poulet nourri aux hormones⁴⁶. Il a, par ailleurs, en 2015 apostrophé la ministre de la santé Ariana Campero qui s'entretenait avec une autre femme alors qu'il tenait un discours en ces termes : « Je ne voudrais pas avoir à croire que tu es une lesbienne. Ecoute-moi. ⁴⁷ ».

Selon un article publié en 2014 par La Razón, les Forces armées de Bolivie seraient réticentes pour que des personnes LGBT servent au sein de ses effectifs⁴⁸. Cependant, la Bolivie est le seul pays d'Amérique Latine qui accepte **l'incorporation de transsexuels dans ses forces armées** depuis la loi sur l'identité de genre susmentionnée du 21 mai 2016.⁴⁹

5. L'attitude des institutions religieuses

La **loi sur l'identité de genre** du 21 mai 2016 a suscité une réaction négative de la part des Eglises catholique et évangélique, majoritaires en Bolivie⁵⁰, estimant dans un communiqué public que la loi « contrevient aux principes d'éthique et de moral évangélique »⁵¹. Une marche citoyenne a d'ailleurs été organisée par les deux Eglises afin de protester contre la loi et affirmer le principe de « famille naturelle »⁵². Les deux Eglises ont en outre déposé une demande en inconstitutionnalité dans le courant de l'année 2016⁵³. Une réaction partagée par la conférence épiscopale bolivienne ainsi que

⁴² Amnesty International, 2016/2017; CHIPANA MAMANI Willy, *Cambio*, 28/06/2017.

⁴³ ALANOCA PACO Jesús Reynaldo, *El Deber*, 24/04/2017.

⁴⁴ *Los Tiempos*, 04/08/2017; CUIZA Paulo, *La Razón*, 04/08/2017.

⁴⁵ *Página Siete*, 29/10/2016; *Urgentebo*, 29/10/2016.

⁴⁶ *The Guardian*, "Gay and bald? Evo Morales thinks you ate too much chicken", 22/04/2010.

⁴⁷ *BBC News*, "Bolivia President Evo Morales apologises for lesbian jibe", 18/11/2015.

⁴⁸ *ORTEGA PEREZ Erick*, *La Razón*, 25/08/2014.

⁴⁹ *TeleSUR*, 02/08/2017; *El Comercio*, 26/07/2017.

⁵⁰ *Radio France International*, "Ley de identidad de género boliviana promulgada", 22/05/2016.

⁵¹ ILGA, "Bolivia: comunidad LGBT presiona para que se trate la ley de identidad de género", 2016.

⁵² *Contacto Hoy*, "Comunidad TLGB de Bolivia celebra ley sobre identidad y pide aprobar uniones", 27/11/2017.

⁵³ *France Info*, "En Bolivie, la Marche des fiertés célèbre le premier anniversaire de la loi sur le changement de sexe", 30/06/2016.

des collectifs religieux⁵⁴ qui ont rejeté le texte qui, selon eux, mène à la destruction de la famille traditionnelle⁵⁵.

Les autorités religieuses chrétiennes ont salué la sentence constitutionnelle du Tribunal constitutionnel du 9 novembre 2017 invalidant le droit au mariage et à l'adoption pour les personnes transsexuelles⁵⁶.

⁵⁴ *L'Express*, "Bolivie: nouvelles cartes d'identité pour transsexuels et transgenres", 07/09/2016.

⁵⁵ *Yagg*, "Bolivie: les personnes trans peuvent désormais changer de nom et de genre...sous conditions", 23/05/2016.

⁵⁶ *El diario*, "Fallo del TCP sobre personas trans es sabio", 13/11/2017.

Bibliographie

(Sites web consultés d'octobre à décembre 2017)

Institution internationale

Nations unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, « Résolution du 30 juin 2016 pour la protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre », 15/07/2016, A/HRC/RES/32/2, http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/RES/32/2&referer=http://www.ohchr.org/EN/Issues/Discrimination/Pages/LGBTUNResolutions.aspx&Lang=F

Institutions nationales

US Department of State, "Country Reports on Human Rights Practices for 2016", *Bolivia*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/03/2017, <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2016/wha/265566.htm>

Bolivia, "Ley de identidad de género", 21/05/2016, <http://www.derechoteca.com/gacetabolivia/ley-no-807-del-21-de-mayo-de-2016/>

Bolivia, "Código Niño, Niña y Adolescente", 17/07/2014, http://www.comunicacion.gob.bo/sites/default/files/dale_vida_a_tus_derechos/archivos/Ley%20548%20C%C3%B3digo%20Ni%C3%B1o%20y%20Adolescente.pdf

Bolivia, ministère de la Justice, "Código Penal y Código de Procedimiento Penal", 06/2010, http://www.justicia.gob.bo/index.php/normas/doc_download/97-codigo-penal-y-codigo-de-procedimiento-penal-

Bolivia, "Constitución política del Estado plurinacional de Bolivia", 07/02/2009, <http://www.presidencia.gob.bo/documentos/publicaciones/constitucion.pdf>

Bolivia, "Decreto supremo n° 24547", 1997, <http://www.gacetaoficialdebolivia.gob.bo/index.php/normas/descargar/18092>

ONG

Amnesty International, "Report: Bolivia 2016/2017", 2016/2017, <https://www.amnesty.org/en/countries/americas/bolivia/report-bolivia/>

ILGA, "The personal and the political : Attitudes to LGBTI people around the world", octobre 2016, http://ilga.org/downloads/Ilga_Riwi_Attitudes_LGBTI_survey_Logo_personal_political.pdf

ILGA, "Bolivia: comunidad LGBT presiona para que se trate la ley de identidad de género", 2016, http://ilga.org/downloads/Ilga_Riwi_Attitudes_LGBTI_survey_Logo_personal_political.pdf

BUTOI VARGA Stefania, "Human rights situation of LGBT persons in Bolivia", Human rights brief [site web de l'American University Washington College of Law (AUWCL) Center for Human Rights and Humanitarian Law (Center)], 10/04/2016, <http://hrbrief.org/hearings/human-rights-situation-of-lgbt-persons-in-bolivia/>

ILGA, "Bolivia: en diez años hubo 55 asesinatos de LGBTI", 2015, <http://ilga-lac.org/bolivia-en-diez-anos-hubo-55-asesinatos-de-lgbti/>

Site web de Trans Red Bolivia (TREBOL), <http://transredbolivia-trebol.blogspot.fr/>

Think tanks

Fundación Reflejos de Venezuela, "Senadora oficialista de Bolivia presentan un Nuevo proyecto de unions entre personas del mismo sexo en Bolivia", 24/08/2012, <http://www.fundacionreflejosdevenezuela.com/senadora-oficialista-de-bolivia-presentan-un-nuevo-proyecto-de-uniones-entre-personas-del-mismo-sexo-en-bolivia/>

Pew Research Center, "The Global Divide on Homosexuality", 04/06/2013, <http://assets.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/2/2014/05/Pew-Global-Attitudes-Homosexuality-Report-REVISED-MAY-27-2014.pdf>

Médias

El deber, "Colectivo LGBT demanda más acciones que leyes contra la homofobia", 14/05/2016. <http://www.eldeber.com.bo/separata/Colectivo-LGBT-demanda-mas-acciones-que-leyes-contra-la-homofobia--20170517-0021.html>

El espectador, "Huelga de hambre en Bolivia por prohibición del matrimonio a trans", 15/11/2017. <https://www.elespectador.com/noticias/el-mundo/huelga-de-hambre-en-bolivia-por-prohibicion-del-matrimonio-trans-articulo-723375>

El diario, "Fallo del TCP sobre personas trans es sabio", 13/11/2017. http://www.eldiario.net/noticias/2017/2017_11/nt171113/sociedad.php?n=41

El diario, "TCP no acepta matrimonio de personas de mismo sexo", 10/11/2017. http://www.eldiario.net/noticias/2017/2017_11/nt171110/politica.php?n=74

La Razón, "TCP declara inconstitucional el matrimonio entre trans", 10/11/2017. http://www.la-razon.com/sociedad/TCP-inconstitucional-articulo-viabilidad-matrimonios_0_2816718347.html

Los Tiempos, "Tamara Núñez del Prado renuncia a la Defensoría del Pueblo", 04/08/2017, <http://www.lostiempos.com/actualidad/nacional/20170804/tamara-nunez-del-prado-renuncia-defensoria-del-pueblo>

CUIZA Paulo, "Tamara Núñez del Prado renuncia a la Defensoría del Pueblo", *La Razón*, 04/08/2017, http://www.la-razon.com/sociedad/Defensor-Pueblo-Tamara-Nunez-Prado_0_2758524127.html

TeleSUR, "18 países aceptan a transgéneros en sus Fuerzas Armadas", 02/08/2017, <https://www.telesurtv.net/telesuragenda/18-paises-aceptan-a-transgeneros-en-sus-Fuerzas-Armadas-20170802-0033.html>

La Conexión USA, "Denuncian en Bolivia 64 asesinatos de miembros del colectivo TLGB sin condena", 17/05/2017, http://www.laconexionusa.com/noticias/201705171209717_lc120971717.asp

El Comercio, "Bolivia es el único país latino que admite a personas transgénero en sus FF.AA.", 26/07/2017, <http://elcomercio.pe/mundo/actualidad/bolivia-unico-pais-latino-admite-personas-transgenero-ff-aa-interactivo-noticia-445280>

HANNOVER Carla, "Luna, la primera transexual boliviana legalmente casada", *Página Siete*, 09/07/2017, <http://www.paginasiete.bo/sociedad/2017/7/9/luna-primer-transexual-boliviana-legalmente-casada-143988.html>

L'Express, "Bolivie: nouvelles cartes d'identité pour transsexuels et transgenres", 07/09/2016, https://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/bolivie-nouvelles-cartes-d-identite-pour-transsexuels-et-transgenres_1828353.html

CORZ Carlos, "Defensoría plantea incorporar 'el crimen por odio' en el Código Penal de Bolivia", *La Razón*, 27/07/2016, <http://eju.tv/2016/07/defensoria-plantea-incorporar-crimen-odio-codigo-penal-bolivia/>

Erbol Digital, "Defensoría quiere sancionar crimen por odio con 30 años", 27/07/2016, http://www.erbol.com.bo/noticia/seguridad/27072016/defensoria_quiere_sancionar_crim_en_por_odio_con_30_anos

Contacto Hoy, "Comunidad TLGB de Bolivia celebra ley sobre identidad y pide aprobar uniones", 02/07/2016, <https://contactohoy.com.mx/comunidad-tlgb-de-bolivia-celebra-ley-sobre-identidad-y-pide-aprobar-uniones/>

France Info, "En Bolivia, la Marche des fiertés célèbre le premier anniversaire de la loi sur le changement de sexe", 30/06/2016, https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/en-direct-du-monde/en-direct-du-monde-en-bolivia-la-marche-des-fiertés-celebre-le-premier-anniversaire-de-la-loi-sur-le-changement-de-sexe_2240157.html

CHIPANA MAMANI Willy, « GLBT: "Matrimonio trans es un avance, pero aún falta" », *Cambio*, 28/06/2017, <http://www.cambio.bo/?q=node/28336>

Yagg, "Bolivie: les personnes trans peuvent désormais changer de nom et de genre...sous conditions", 23/05/2016, <http://yagg.com/2016/05/23/bolivie-les-personnes-trans-peuvent-desormais-changer-de-nom-et-de-genre-sous-conditions/>

Página Siete, "64 crímenes de odio están rodeados de impunidad", 22/05/2017, <http://www.paginasiete.bo/sociedad/2017/5/22/crimenes-odio-estan-rodeados-impunidad-138440.html>

ALANOCA PACO Jesús Reynaldo, « Tamara Núñez del Prado inicia su cambio de identidad », *El Deber*, 24/04/2017, <http://www.eldeber.com.bo/bolivia/Tamara-Nunez-del-Prado-inicia-su-cambio-de-identidad-20170424-0048.html>

TeleSUR, "First transsexual woman in Bolivia gets legally married", 02/04/2017.
<https://www.telesurtv.net/english/news/First-Transsexual-Woman-in-Bolivia-Gets-Legally-Married-20170402-0033.html>

FERREL SOLAR Maria José, "Bolivia: por primera vez un crimen de odio llega a juicio", *Cosecha Roja*, 22/03/2017, <http://cosecharoja.org/bolivia-por-primera-vez-un-crimen-de-odio-llega-juicio/>

Cable News Network (CNN, en español), "La compleja realidad de ser gay en América Latina", 27/02/2017,
<http://cnnespanol.cnn.com/2017/02/27/la-compleja-realidad-de-ser-gay-en-america-latina/>

Página Siete, "Une activista transsexual se suma al equipo de trabajo de la Defensoría del Pueblo", 29/10/2016,
<http://www.paginasiete.bo/nacional/2016/10/29/activista-transsexual-suma-equipo-trabajo-defensoria-pueblo-115250.html>

Urgentebo, "La activista transgénero Laura Libertad Alvarez se integra a la Defensoría", 29/10/2016 <http://www.urgentebo.com/noticia/la-activista-transg%C3%A9nero-laura-libertad-alvarez-se-integra-la-defensor%C3%ADa>

La Razón, "Defensor exige al gobierno modificar decreto que prohíbe a transexuales y transgénero donar sangre", 29/06/2016,
http://m.la-razon.com/sociedad/Defensor-Gobierno-permitir-transexuales-transgenero_0_2517948242.html

Radio France International, "Ley de identidad de género boliviana promulgada", 22/05/2016,
<http://es.rfi.fr/americas/20160521-ley-de-identidad-de-genero-lista-para-ser-promulgada>

BBC News, "Bolivia President Evo Morales apologises for lesbian jibe", 18/11/2015,
<http://www.bbc.com/news/world-latin-america-34851896>

ORTEGA PEREZ Erick, « Militares gay, entre la discriminación y la clandestinidad », *La Razón*, 25/08/2014, https://www.la-razon.com/suplementos/informe/Militares-gay-discriminacion-clandestinidad-informe_0_2111788928.html

Página Siete, "Gobierno dice que institutos militares no recibirán a gays", 27/12/2013,
<http://www.paginasiete.bo/sociedad/2013/12/27/gobierno-dice-institutos-militares-recibiran-gays-9740.html>

Página Siete, "Un proyecto de ley busca que el matrimonio civil gay sea legal", 01/10/2013,
<http://www.paginasiete.bo/sociedad/2013/10/1/proyecto-busca-matrimonio-civil-legal-1902.html>

La Razón, "Denuncian impunidad en casos contra miembros de grupo TLGB", 13/05/2013,
http://m.la-razon.com/sociedad/Denuncian-impunidad-casos-miembros-TLGB_0_1832216764.html

La Razón, "Colectivo TLGB pide resolver asesinato de transsexual", 25/10/2012,
http://m.la-razon.com/sociedad/Colectivo-TLGB-resolver-asesinato-transsexual_0_1712228789.html

Hoy Bolivia, "Proyecto para aprobar matrimonios gay entra al Legislativo", 09/04/2012, <http://hoybolivia.com/Noticia.php?IdNoticia=59767>

The Guardian, "Gay and bald? Evo Morales thinks you ate too much chicken", 22/04/2010, <https://www.theguardian.com/news/blog/2010/apr/22/chicken-causes-homosexuality-evo-morales>

La Nación, "Bolivia: un muerto y seis heridos al estallar un coche bomba", 21/12/2001, <http://www.lanacion.com.ar/361104-bolivia-un-muerto-y-seis-heridos-al-estallar-un-coche-bomba>

Autres

Cristianos Gay, "Se produce la primera condena en Bolivia por el asesinato de una persona transexual", 04/12/2017, <http://www.cristianosgays.com/2017/12/04/se-produce-la-primera-condena-en-bolivia-por-el-asesinato-de-una-persona-transexual/>

Red iberoamericana de educación LGBTI, "Datos sobre acoso escolar por homofobia y transfobia en Bolivia", consulté le 28/11/2017. <http://educacionlgbti.org/guia-regional/bolivia/#bolivia>

Guía Gay Bolivia, "Grupos LGBTI Bolivianos", consulté le 05/10/2017, <http://guiagaycolombia.com/latinoamerica/bolivia/grupos.htm>

Guía Gay Bolivia, "Los mejores lugares y servicios", consulté le 05/10/2017, <http://guiagaycolombia.com/latinoamerica/bolivia/index.htm#Bares>

British Broadcasting Company (BBC), "In pictures: Bolivia gay pride", s.d., consulté le 05/10/2017, http://news.bbc.co.uk/2/shared/spl/hi/picture_gallery/05/americas_bolivia_gay_pride/html/1.stm

Lonely Planet, "Gay & Lesbian Travellers : Bolivia", consulté le 05/10/2017, <https://www.lonelyplanet.com/bolivia/gay-and-lesbian-travellers>

Site web de la fondation « Igualdad LGBT », consulté le 05/10/2017, <http://www.igualdadlgbt.org/>

Site web de la Defensoría del Pueblo : http://www.defensoria.gob.bo/sp/datos_glbt.asp

Site web

Cristianos Gay, Plateforme regroupant des personnes s'identifiant en tant que chrétiens et membres de la communauté LGBT, consulté le 12/12/2017, <http://www.cristianosgays.com>